



Donald Trump arrive à un rassemblement au Sudduth Coliseum au service de leurs besoins et de leurs aspirations...
Lake Charles Civic Center, à Lake Charles (Louisiane), le 11 octobre 2019.

SAUL LOEB/AFP

La défaite de Donald Trump signe-t-elle la fin du populisme ?



Alexandre Devecchio
@AlexDevecchio

Ce mercredi, Donald Trump quittera la Maison-Blanche. Selon les règles établies par le 20^e amendement de la Constitution américaine, à midi, son mandat prendra fin tandis que celui de Joe Biden commencera. Refusant de reconnaître sa défaite, Trump n'assistera pas à la prestation de serment de son successeur. Son bilan est certes moins mauvais que celui que ses adversaires dénoncent, mais l'invasion récente du Capitole par ses sympathisants laisse une tache indélébile sur un mandat déjà scandé par les frasques et les polémiques. Et pourtant, tout se passe comme si l'Amérique et le monde devaient encore être hantés longtemps par Donald Trump. Censuré par Twitter et Facebook, il est désormais en butte à la vindicte de Hollywood qui veut l'effacer : une pétition exige que son apparition dans le film *Maman j'ai raté l'avion 2* soit supprimée (Trump a souvent été montré au cinéma comme un personnage positif, de *M. Popper et ses pingouins*, avec Jim Carrey, à *Die Hard 3*, avec Bruce Willis). Mais, au-delà du personnage de Donald Trump, c'est aussi l'avenir du trumpisme et plus largement du « populisme » à l'échelle mondiale qui est en jeu.

Il y a peu encore, beaucoup d'observateurs espéraient qu'une éventuelle défaite de Trump, qu'ils imaginaient large, marquerait le reflux de la vague de révolte qui déferle, élection après élection, depuis la victoire du Brexit en 2015. Celle-ci n'aurait été qu'une parenthèse avant un retour à la situation antérieure... Dans un roman dystopique paru quinze jours avant l'élection américaine du 3 novembre, l'écrivain écossais John Niven imaginait, au contraire, Ivanka Trump présidente en 2026 ! Si nous n'en sommes pas là, plus personne n'ose désormais pronostiquer une « normalisation » de la vie politique.

Catalyseur et réceptacle d'un malaise

« On aurait pu avoir le sentiment de la fin d'un cycle ou d'une page qui se tourne avec sa défaite, mais il faut prendre en compte la progression de Trump de 11 millions de voix entre 2016 et 2020, analyse le directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, Dominique Reynié. *Le camp trumpiste s'est élargi. Malgré la défaite, on est loin du schéma de l'effondrement.* » Un point de vue que rejoint la chercheuse Chloé Morin, auteur d'un livre à paraître, intitulé *Le Populisme au secours de la démocratie ?* (Gallimard) : « La victoire de Biden n'est pas le résultat d'un triomphe idéologique car lorsqu'on enlève le facteur Trump, avec tout ce qu'il a d'irritant et qui a contribué à mobiliser les démocrates, on voit bien que le rapport de force est très équilibré. On peut même se dire qu'avec une personnalité moins exubérante il est probable que les républicains auraient gagné. »

Pour Laure Mandeville, grand reporter au Figaro et auteur d'un essai remarqué sur Trump, s'il reste une grosse interrogation sur son avenir personnel après « le point d'orgue chaotique du Capitole », le trumpisme, et de manière plus générale le populisme dans le monde, vont perdurer parce que la manière dont se termine cette présidence montre que les problèmes qui ont fait gagner Trump restent entiers. Elle

Le président américain sortant quitte la Maison-Blanche ce mercredi, mais le « populisme », dont il a été l'incarnation, reste un phénomène qui traverse la plupart des démocraties occidentales. Selon nombre d'intellectuels, les fractures sociales, culturelles et démocratiques qui l'alimentent sont, en effet, loin d'avoir disparu.

prédit la survivance d'un certain nombre de thèmes majeurs mis en avant par Trump et qui devraient être récupérés par d'autres : « Le retour à la nation, la régulation de l'économie globalisée, la remise en cause du rôle de gendarme du monde des États-Unis, le rejet du politiquement correct... »

« C'est probablement la fin de Trump, certainement pas celle du trumpisme, en aucun cas celle du populisme », résume l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine. Si le journaliste américain conservateur Christopher Caldwell concède qu'au niveau mondial « une bonne relation avec les États-Unis reste un atout, et qu'il sera plus difficile pour Marine Le Pen ou Marion Maréchal, ainsi que pour Matteo Salvini, Viktor Orban, et autres, de renforcer la confiance des électeurs dans les prochaines années », pour le géographe Christophe Guilluy, « se poser la question de la fin du populisme est aussi absurde que se poser la question de la fin du peuple ». Tous s'accordent en effet sur un point : le populisme n'est pas une maladie spontanée ou créée par Trump, mais une tentative de réponse à des maux bien réels dont souffrent les « déplorables », qu'ils portent une casquette rouge aux États-Unis ou un « gilet jaune » en France.

Le milliardaire new-yorkais, comme d'autres en Europe, a su capter ce malaise, en être le catalyseur et le réceptacle, mais celui-ci l'a précédé et le dépasse. Il est le fruit de quatre décennies de globalisation qui auront permis aux pays émergents de sortir de la pauvreté et même de prospérer, mais qui auront aussi vu le niveau de vie des classes populaires et moyennes occidentales stagner, voire décliner, tandis que leur mode de vie était bouleversé par l'immigration de masse et la montée en puissance du multiculturalisme comme « religion politique » (Mathieu Bock-Côté). À ce double décalage économique et culturel est venu s'ajouter un sentiment de dépossession démocratique. Déjà, en 1995, dans son chef-d'œuvre posthume, *La Révolte des élites et la Trahison de la démocratie*, le sociologue américain Christopher Lasch pointait le détachement croissant des « élites », toujours plus mobiles et hors-sol, des préoccupations de la majorité des gens ordinaires qu'elles étaient censées représenter.

Vingt-cinq plus tard, pour l'historien Éric Anceau, auteur des *Élites françaises des Lumières au grand confinement*, aux Éditions de l'Observatoire, la fracture démocratique entre les élites et le peuple n'a fait que s'accroître : « Les États-Unis étant le cœur du système globalisé, il n'est pas un hasard que la crise éclate là-bas, analyse-t-il, mais la construction d'une Union européenne technocratique et supranationale alimente aussi la défiance des peuples européens. » Un constat partagé par Marcel Gauchet, qui déplore que les politiques menées par l'ensemble « des pays dit démocratiques » ne répondent plus aux vœux populaires massifs sur toute une série de questions : sécurité, immigration, mondialisation économique... « Si vous faites un référendum sur chacun de ces points, le résultat ne fait pas mystère et pourtant cela ne se traduit pas du tout, ou très peu, dans les politiques effectivement menées », explique-t-il. Et de voir dans le populisme, d'abord et avant tout, « une protestation contre des

politiques antimaajoritaires et une tentative pour les classes populaires de remettre le système démocratique au service de leurs besoins et de leurs aspirations ».

La pandémie peut-elle rebattre les cartes en réhabilitant, au moins temporairement, une approche technocratique dite « raisonnable » de la politique ? À court terme, comme semble l'indiquer la défaite de Trump, la crise sanitaire et la recherche de solutions consensuelles favorisent les dirigeants mesurés. Mais, à long terme, il est probable que la crise économique et sociale sur laquelle pourrait vraisemblablement déboucher la crise sanitaire exacerbera les fractures sur lesquelles prospèrent les populistes. L'installation d'un chômage de masse, la multiplication des faillites d'entreprises, mais aussi de commerçants et d'artisans, l'ubérisation programmée du travail, y compris celui des cadres, devraient creuser les inégalités, accélérer la désagrégation de la classe moyenne ainsi que la défiance envers les dirigeants, les institutions et les corps intermédiaires.

Réconcilier les élites et les peuples

La crise du coronavirus, en révélant les failles de notre économie mondialisée, confirme une partie du diagnostic des populistes et légitime leur vision protectionniste. Les concepts d'État-nation, de contrôle des frontières, de souveraineté politique et économique, de relocalisation de la production, traditionnellement défendus par les « populistes », sont en train de revenir en grâce aux yeux de l'opinion, observe David Goodhart. C'est pourquoi l'intellectuel britannique, dans son nouvel essai, *La Tête, la Main et le Cœur* (Les Arènes), plaide pour un « populisme décent » qui réconcilierait les élites et les peuples en prenant en compte à la fois les aspirations transnationales des premiers et celles, plus nationales et locales, des seconds. « C'est ce que tente de faire Boris Johnson en Grande-Bretagne en alliant une sorte de reconnaissance de la question nationale, en embrassant le Brexit, avec un virage à gauche spectaculaire pour le Parti conservateur sur les questions sociales », résume Laure Mandeville.

Le mot « réconciliation » a aussi été au cœur du discours de Joe Biden durant toute sa campagne. Reste que, comme le souligne Marcel Gauchet, « il ne suffit pas de prononcer le mot, il faut incorporer dans les politiques les réponses aux aspirations dites populistes ». D'autant que la procédure d'impeachment lancée contre Trump pourrait conforter l'idée que toute une partie du pays cherche à évacuer l'autre partie du débat public. « Le risque est que cette procédure acte l'idée que nous ne sommes plus dans le cadre d'un débat démocratique mais dans un cadre où le droit, qui est censé être le garant des institutions, est instrumentalisé contre une partie de la population et de ses opinions. », confirme Chloé Morin. Pour tenter d'anticiper ce que pourrait être l'avenir des États-Unis, et plus largement du monde occidental, certains n'hésitent pas à puiser dans un passé très lointain. Ainsi de l'historien Raphaël Doan, auteur de *Quand Rome inventait le populisme*, qui voit en Donald Trump et le lointain héritier de Clodius, leader populiste connu pour ses frasques et ennemi juré de Cicéron. Lors de ses funérailles, en 52 avant J.-C., la foule incendia le Sénat, devenu pour une partie du peuple le symbole du pouvoir oligarchique. Un incident qui permit le retour revanchard de Cicéron, écarté par Clodius, en hérit du front républicain. Mais ce n'était que le début d'une longue guerre civile entre plébéiens et patriciens, populaires et optimates, qui déchira Rome pendant vingt ans. Jusqu'à la victoire d'un certain Jules César... ■



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Le camp trumpiste s'est élargi. Malgré la défaite, on est loin du schéma de l'effondrement.

DOMINIQUE REYNIÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE